



# Financement du climat: Brisons les mythes !

On entend beaucoup parler de financement de la lutte pour le climat aujourd'hui. Mais de nombreuses choses sont dites sans que l'on comprenne vraiment toutes les subtilités qui se cachent derrière ce terme. Ce document est ici pour réduire en poussière tous les mythes qui flottent autour de cette question mystérieuse<sup>1</sup>

## Mythe no 1 :

**L'absence de financement est le principal obstacle à la résolution des crises écologiques.**

### En réalité :

**Mettre plus d'argent pour alimenter un système conçu pour être destructeur ne va pas résoudre les crises écologiques auxquelles nous sommes confrontés.**

- 🔍 Bien qu'il soit nécessaire de faire face à l'urgence climatique et que les pays du Sud aient droit à des réparations, le défi fondamental est d'ordre systémique.
- 🔍 Le système capitaliste actuel, fondé sur le pillage systématique des ressources et la concentration des richesses au profit de quelques-uns, nous a conduits à dépasser 7 des 9 limites planétaires.<sup>2</sup>
- 🔍 Nous devons modifier l'ensemble du système économique et financier pour :
  - a) transformer notre façon de produire et de consommer, tout en investissant dans des économies locales dynamiques axées sur le bien-être des personnes et de la planète ; et
  - b) reconstituer l'équilibre écologique.



## Mythe no 2 :

**Climate finance is about the generosity of wealthy countries towards developing countries.**

### En réalité :

**Le financement du climat fait partie d'un programme plus large de justice, de réparation et de restitution pour ceux qui ont été les plus touchés et qui sont les moins responsables des crises écologiques.**

- 🔍 Les pays riches sont responsables de 92 % de l'excès d'émissions mondiales de carbone, transformant de facto cette urgence climatique en une colonisation atmosphérique.<sup>3</sup>
- 🔍 Le financement de l'atténuation, de l'adaptation, des pertes et dommages et de l'ensemble de l'agenda écologique doit faire partie d'engagements plus importants de la part des pays riches, qui à ce jour échouent à répondre aux attentes en termes de financement de la lutte contre le changement climatique.
- 🔍 Les pays riches se sont engagés à payer pour leur responsabilité historique dans la survenue des crises climatiques et environnementales à l'aide d'instruments contraignants et doivent être tenus responsables de leurs engagements, qu'ils n'ont toujours pas honorés.<sup>4</sup>
- 🔍 Le financement de la lutte contre le changement climatique et de la protection de l'environnement doit être augmenté et les engagements doivent être respectés dans leur intégralité, et ce financement doit s'ajouter aux engagements déjà pris en matière d'aide publique au développement (APD). Malheureusement, certains pays développés continuent de comptabiliser leurs fonds climatiques comme faisant partie de l'APD<sup>5</sup> en l'absence d'une définition et d'une méthodologie uniques en matière de financement climatique.





### **Mythe no 3 :**

**Le dispositif actuel de gouvernance du financement climatique est équitable pour tous les pays.**

#### **En réalité :**

**La gouvernance mondiale actuelle du financement climatique exige injustement une transition énergétique pour les pays du Sud, tout en laissant intacte la dynamique économique écocide qui profite aux riches.**

- 🔍 Il suffit pour s'en convaincre de voir comment la plupart des flux financiers internationaux liés au climat financent des projets d'atténuation plutôt que d'adaptation, qui devraient être la priorité des pays du Sud.<sup>6</sup>
- 🔍 Il est temps d'adopter un concept de financement climatique centré sur les responsabilités communes, mais différenciées (CBDR), l'équité, les droits humains, l'égalité des sexes, l'intégrité écologique et le changement de système, et qui garantisse des fenêtres d'accès direct, en particulier pour les groupes qui se trouvent en première ligne de la crise climatique.
- 🔍 Lorsque le financement de la lutte contre le changement climatique est considéré uniquement comme un « soutien » apporté par les pays du Nord aux pays du Sud, il dissimule le lieu et l'objectif sur lesquels une véritable action climatique devrait se concentrer : l'extraction et la surconsommation inéquitables et irresponsables des pays du Nord.
- 🔍 Il est urgent de prendre des mesures structurelles pour réduire l'extraction et l'exploitation de l'énergie, des ressources matérielles, de la terre, du travail et du temps par le Nord et les entreprises, en particulier lorsque celles-ci se déroulent dans les pays du Sud, tout en rendant compte des effets négatifs des crises climatiques et écologiques sur les communautés qui souffrent de formes de discrimination structurelles et croisées.
- 🔍 Des moyens plus efficaces de garantir un cadre de réparation et de restitution sont de pointer la responsabilité du Nord en matière de transformation interne tout en tenant compte des impacts extraterritoriaux. Si tous les pays consommaient comme les pays développés, nous aurions besoin de 4 planètes!<sup>7</sup>



#### **Mythe no 4 :**

**La mobilisation de financements privés et la réduction des risques liés aux investissements privés sont la seule solution, car il n'y a pas assez d'argent public pour faire face aux crises environnementales.**

#### **En réalité :**

**La focalisation sur les profits des investisseurs privés et des prêteurs ne peut offrir de biens publics ou répondre aux besoins en matière d'adaptation et de pertes et préjudices (L&D), qui sont les priorités des pays du Sud.**

- 🔍 Les financements privés et les mécanismes mixtes, c'est-à-dire les partenariats public-privé (PPP), sont présentés comme la solution miracle pour combler les déficits financiers de l'Agenda 2030 pour le développement durable, de l'Accord de Paris et d'autres agendas environnementaux. Mais jusqu'à présent, les investissements dans le développement et/ou le climat ne sont pas orientés par la nécessité, mais par les projets et les schémas d'investissement les plus rentables pour les investisseurs.
- 🔍 C'est ici que les gouvernements et les banques multilatérales de développement (BMD) sont censés entreprendre des investissements de réduction des risques, c'est-à-dire absorber les pertes potentielles et atténuer les risques liés à la conduite des affaires. L'approche privée sape le rôle des gouvernements et des BMD, car au lieu de promouvoir le bien-être des populations et la santé de la planète, les efforts se concentrent sur l'attrait financier des opérations pour les investisseurs privés.
- 🔍 D'autre part, bien que le financement public tende à être plus fiable, de nombreuses ressources publiques sont détournées vers des secteurs qui nuisent aux personnes et à la planète (dépenses militaires, investissements dans les secteurs extractifs, etc.) En outre, chaque année, des milliards de dollars sont transférés du Sud vers le Nord sous forme de flux injustes,<sup>8</sup> tels que les abus fiscaux des entreprises et des personnes très riches ou le paiement du service de dettes imposées à des conditions inéquitables.
- 🔍 Nous avons donc besoin d'une réforme de l'architecture financière mondiale pour récupérer les ressources perdues par opacité financière et pour changer la direction actuelle des flux financiers et les canaliser afin de donner la priorité aux personnes et à la planète plutôt qu'au profit.

## Mythe no 5 :

**La crise de la dette n'est pas liée à l'urgence climatique et nous ne devrions pas faire d'amalgame.**

### En réalité :

**L'urgence climatique est une crise de la dette en raison de la responsabilité historique du Nord dans la destruction écologique mondiale.**



- 🔍 Les liens entre la dette et les crises climatiques ont été reconnus par de nombreux acteurs de la justice économique comme un dangereux cercle vicieux qui nuit aux groupes les plus vulnérables des pays du Sud qui subissent d'énormes coûts économiques dus aux catastrophes.<sup>9</sup> Dans le cadre de la promesse annuelle non tenue de 100 milliards de dollars, le financement du climat augmente injustement les niveaux d'endettement des pays du Sud, car 71 % du financement public international du climat est fourni sous la forme de prêts liés à des conditionnalités et à des taux d'intérêt élevés.<sup>10</sup>
- 🔍 Nous n'avons pas besoin de plus de prêts pour faire face aux crises environnementales. Nous avons plutôt besoin d'une restructuration et d'une annulation de la dette, mais également de subventions publiques.
- 🔍 Nous nous joignons aux mouvements sociaux du monde entier pour réclamer un cadre juridique juste, transparent, contraignant et multilatéral pour la résolution de la crise de la dette sous les auspices de l'ONU, par opposition au Club de Paris, au cadre commun du G20 et à d'autres initiatives menées par les pays riches.<sup>11</sup>



## Mythe no 6 :

**Les pays en développement doivent baisser les impôts pour inciter les investissements privés à trouver des solutions au problème du climat.**

### En réalité :

**La réduction de l'impôt sur les sociétés pour attirer les investisseurs privés se fait au détriment des travailleurs, des communautés indigènes et de l'environnement.<sup>12</sup>**

- 🔍 Depuis des décennies, des institutions telles que la Banque mondiale et le FMI prescrivent de réduire les impôts pour attirer les investisseurs privés.
- 🔍 Ces mesures représentent non seulement une perte énorme de ressources pour les États, mais ont en fait contribué à favoriser l'exploitation étrangère des ressources naturelles par des multinationales dans des secteurs nuisibles à l'environnement tels que l'exploitation minière, pétrolière et forestière.
- 🔍 Au lieu de réduire la mobilisation des ressources nationales en réduisant les impôts des investisseurs étrangers, les secteurs les plus polluants et les plus lucratifs devraient être réglementés et payer leur juste part d'impôts.
- 🔍 Tous les pays devraient soutenir une Convention fiscale des Nations Unies véritablement universelle et négociée au niveau intergouvernemental. Une telle convention fiscale s'attaquerait de manière exhaustive aux paradis fiscaux, aux abus fiscaux des multinationales et des particuliers, ainsi qu'aux autres flux financiers illicites qui entravent la redistribution et drainent des ressources cruciales pour faire face à l'urgence climatique et réduire les inégalités.



### **Mythe no 7 :**

**Les mécanismes de marché sont la solution pour lutter contre les crises environnementales.**

#### **En réalité :**

**Ces mécanismes se sont révélés être de fausses solutions pour réduire efficacement les émissions de CO2 dans le monde entier et n'ont pas réussi à mettre un terme aux modèles commerciaux destructeurs.<sup>13</sup>**

- 🔍 La promotion des mécanismes de marché (tels que les marchés du carbone, les crédits biologiques, les obligations vertes et bleues) est en plein essor, car ces mécanismes sont considérés comme les meilleures solutions aux crises climatiques. Mais ces outils fonctionnent selon la même logique capitaliste qui est à l'origine des crises écologiques.
- 🔍 Ces mécanismes s'appuient trop sur des instruments financiers au lieu de s'attaquer aux racines du problème. En fait, la transformation des émissions de carbone en nouveaux actifs financiers permet aux pays riches et aux entreprises de payer pour échapper à des réglementations sociales et environnementales plus strictes, tout en faisant peser sur les communautés du Sud les dures conséquences de l'épuisement de la nature.
- 🔍 Transformer les émissions en marchandises expose également les communautés locales à des intérêts financiers qui se disputent les terres, l'eau, les métaux et les forêts.<sup>14</sup>
- 🔍 Plus important encore, ces fausses solutions ignorent la responsabilité différenciée des pays et des groupes de population en ce qui concerne les émissions historiques et l'extraction des ressources. Elles évitent de s'attaquer à la réduction réelle et urgente de la consommation globale et des émissions de carbone du Nord.

## Mythe no 8 :

Nous pouvons « verdir » notre économie extractive pour sortir de la crise climatique, notamment en investissant dans des combustibles fossiles « propres ».

### En réalité :

Les « solutions vertes » ou « bricolages technologiques » qui sont basés sur le marché et le profit tout en maintenant des pratiques extractives et prédatrices détruiront l'intégrité de notre fragile écosystème.



- 🔍 Le système économique actuel abuse l'équilibre écologique et constitue le principal moteur des inégalités mondiales. Les efforts de « verdissement de l'économie » ne se sont pas avérés efficaces pour réduire les émissions de carbone.
- 🔍 Au contraire, sous le couvert d'« activités économiques vertes », telles que les « technologies énergétiques propres ou à faible teneur en carbone », on assiste à une expansion de l'extraction minière et métallurgique dans les pays du Sud et à une augmentation de la consommation d'énergie et de ressources par les pays riches, ce qui porte atteinte aux droits des communautés et risque d'accroître les inégalités entre le Nord et le Sud de la planète.<sup>15</sup>
- 🔍 Il n'existe pas de combustibles fossiles « propres » et la réglementation du secteur financier est essentielle pour mettre un terme aux investissements dans les combustibles fossiles. Les entités financières privées, y compris les gestionnaires d'actifs et les banques commerciales, injectent chaque année des milliers de milliards de dollars dans l'industrie des combustibles fossiles, sans discernement.
- 🔍 La seule solution est une profonde transformation du système.

## Mythe no 9 :

**Il n'est pas nécessaire de réformer l'architecture financière mondiale parce que les pays du Nord développent de nouveaux accords écologiques (Green New Deals, GND).**

### En réalité :

**Les GND sont à l'origine d'une nouvelle ère d'extraction de minéraux et de ressources sous stéroïdes, sur terre et dans les océans, dans les pays du Sud, par le biais d'accords commerciaux injustes.<sup>16</sup>**



- 🔍 Pour maintenir la surconsommation de matières et d'énergie dans le Nord, ces pays ne remplacent pas les combustibles fossiles par des énergies renouvelables, mais élargissent leur base énergétique.
- 🔍 Si cette extraction massive ne cesse pas, ce processus ne pourra être considéré comme une transition énergétique équitable. Au contraire, il finira par détruire l'intégrité de la biodiversité, conduisant à dépasser les points de basculement, tout en déplaçant les peuples autochtones et les communautés locales, en exacerbant les événements extrêmes et en entraînant des résultats catastrophiques.
- 🔍 La justice commerciale est essentielle, de même que la promotion urgente de la décroissance pour les riches, tout en élargissant l'espace fiscal pour les pays en développement.



## Mythe no 10 :

**Le G7, le G20, l'OCDE, le Club de Paris et les institutions financières internationales (IFI) trouveront les solutions dont nous avons tous besoin pour faire face à l'urgence climatique.**

### En réalité :

**Les institutions du Nord ont façonné un système économique mondial injuste et en ont tiré profit; la décolonisation de l'économie mondiale doit être la priorité absolue.**

- 🔍 Les institutions du Nord ont prouvé à maintes reprises qu'elles n'avaient pas la volonté politique de modifier le statu quo.
- 🔍 Depuis leur création, les IFI se caractérisent par une gouvernance non démocratique, dans laquelle les pays du Sud n'ont qu'une voix et une participation minimales dans le processus de prise de décision. Ceci est évident dans la façon dont les IFI ont imposé des conditionnalités injustes liées aux prêts qu'elles accordent,<sup>17</sup> qui, dans le cas du financement climatique, sont principalement des prêts non concessionnels.<sup>18</sup>
- 🔍 Nous avons besoin de toute urgence de solutions systémiques pour réparer l'architecture économique mondiale défaillante qui renforce une division mondiale et sexuelle du travail axée sur l'extraction des richesses et des ressources du Sud, et sur la valeur du travail des femmes et d'autres communautés.
- 🔍 Nous avons besoin d'une quatrième conférence sur le financement du développement sous les auspices des Nations unies, car c'est le seul lieu où les pays en développement sont assis à la table avec une voix et un vote égaux.

## Notes de fin

- <sup>1</sup> Ce document est basé sur le travail collectif du Mécanisme FdD de la société civile (y compris le groupe de travail des femmes sur le financement du développement). Pour en savoir plus, cliquez ici : <https://csoforffd.org>
- <sup>2</sup> Voir : <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>
- <sup>3</sup> Hickel, Jason. "Quantifying national responsibility for climate breakdown: an equality-based attribution approach for carbon dioxide emissions in excess of the planetary boundary", The Lancet Planetary Health, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2542519620301960>
- <sup>4</sup> En 2009, lors de la COP15, les pays riches se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2020, ce qui n'a pas encore été fait. Par exemple, en 2020, le financement de la lutte contre le changement climatique n'a atteint que 83,3 milliards de dollars (OCDE, 2022).
- <sup>5</sup> Selon une nouvelle étude (Hattle & Norbo, 2022), les pays développés ont déclaré 220 milliards d'USD de financement public pour le climat sur une période de 8 ans, de 2011 à 2018. Pourtant, seuls 14 milliards de dollars, soit 6 % de ce montant, peuvent être considérés comme fortement additionnels. 99 milliards de dollars, soit 45 % du financement déclaré de la lutte contre le changement climatique, peuvent être considérés comme ayant une faible additionnalité. Plus de la moitié de ce montant est discutable car il s'agit d'un financement du développement réassigné à des objectifs de lutte contre le changement climatique, alors qu'il aurait dû s'ajouter à tout soutien au développement.
- <sup>6</sup> En 2020, 62 % du financement international de la lutte contre le changement climatique est allé à des projets d'atténuation, et seulement 24 % à des projets d'adaptation, qui devraient être une priorité dans les pays du Sud (OCDE, 2022).
- <sup>7</sup> <https://www.bbc.com/news/magazine-33133712#>
- <sup>8</sup> <https://taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2021/>
- <sup>9</sup> <https://unctad.org/news/global-debt-and-climate-crises-are-intertwined-heres-how-tackle-both> and [https://www.eurodad.org/debt\\_climate\\_connection#:~:text=In%20conclusion%2C%20the%20countries%20that,it%20creates%20a%20vicious%20circle.](https://www.eurodad.org/debt_climate_connection#:~:text=In%20conclusion%2C%20the%20countries%20that,it%20creates%20a%20vicious%20circle.)
- <sup>10</sup> OECD (2022), Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2016-2020: Insights from Disaggregated Analysis, Climate Finance and the USD 100 Billion Goal, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/286dae5d-en>
- <sup>11</sup> <https://debtgwa.net/>
- <sup>12</sup> <https://taxjustice.net/topics/tax-competition-and-the-race-to-the-bottom/>
- <sup>13</sup> <https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aoe>
- <sup>14</sup> Ce type de solution à court terme pour compenser les émissions ignore les conséquences sociales et environnementales, telles que les déplacements forcés et le non-respect des pratiques de subsistance traditionnelles, déjà documentées dans le cadre de projets de capture du carbone tels que les plantations d'arbres.
- <sup>15</sup> <https://foreignpolicy.com/2020/06/18/green-energy-dirty-side-effects-renewable-transition-climate-change-cobalt-mining-human-rights-inequality/>
- <sup>16</sup> <https://www.twn.my/title2/wto.info/2023/ti230608.htm>
- <sup>17</sup> <https://link.springer.com/article/10.1057/s41268-022-00263-1>
- <sup>18</sup> En 2020, 91 % du financement de la lutte contre le changement climatique a été assuré par des prêts des BMD, dont 75 % étaient non concessionnels, c'est-à-dire qu'ils étaient chers (OCDE, 2022).



 [www.csoforffd.org](http://www.csoforffd.org)  [CSforFFDMechanism](https://www.facebook.com/CSforFFDMechanism)  [@cs\\_ffd](https://twitter.com/cs_ffd)  [@csffdmechanism](https://www.instagram.com/csffdmechanism)

 [Civil Society Financing for Development Mechanism](https://www.youtube.com/CivilSocietyFinancingforDevelopmentMechanism)